

Lettre aux Amis du 22 novembre 2020

Lundi 16 novembre 2020

Au troisième jour du reconfinement, le ministère de la Santé a enregistré **1.016 nouvelles contaminations et dix décès** au cours des dernières 24 heures. Ces chiffres font grimper à 106.446 le total des cas enregistrés depuis février dernier, au nombre desquels 827 décès et 61.413 guérisons.

En outre le ministre de la Santé Dr Hamad Hassan a annoncé qu'il s'était réuni avec une délégation de la Banque mondiale afin de « discuter de l'octroi d'un prêt pour soutenir les hôpitaux ». Il a ajouté que le ministère de la Santé s'était « engagé à verser cette semaine les allocations dues par l'Etat aux hôpitaux privés pour l'année 2020, ainsi que celles attendues par les hôpitaux publics. Il s'agit en tout d'un montant de 235 milliards de livres libanaises que nous allons commencer à verser aujourd'hui ».

Mais où est-ce qu'il va les piocher ces milliards ? Dans les caisses vides de l'Etat ? Ou bien les retirer dans le ministère des Finances pour endetter encore plus l'Etat ?

Mardi 17 novembre 2020

Au quatrième jour du reconfinement le ministère de la Santé a enregistré **1.507 nouvelles contaminations au Covid-19 et 12 décès**. Ce qui fait arriver à **107.953** le nombre cumulé des cas depuis l'apparition du virus dans le pays février, au nombre desquels **839** décès et **62.395** guérisons. Parmi les personnes toujours contaminées à ce jour, **866** sont hospitalisées, dont **325** aux soins intensifs.

Sur le terrain, les Forces de sécurité intérieure ont annoncé mardi soir avoir dressé 11.939 procès-verbaux depuis le 14 novembre pour des violations des mesures mises en place.

Le ministre de l'Intérieur, Général Mohammad Fahmi, a annoncé depuis Bkerké où il a été reçu par Sa Béatitudo le patriarche Raï, que « certains commerces et services pourraient être autorisés à rouvrir après vendredi, en fonction du nombre de cas de contaminations. Les commerces dont nous avons besoin pourraient rouvrir à partir de vendredi si Dieu le veut ».

Mercredi 18 novembre 2020

Au cinquième jour du reconfinement, le ministère de la Santé a enregistré **2.084** nouveaux cas de coronavirus et 13 décès. Le nombre cumulé des contaminations monte à **110.037**, dont **852** décès et **62.528** guérisons.

Le ministre de l'Intérieur, le général Mohammad Fahmi, a été reçu aujourd'hui au palais de Baabda par le chef de l'Etat, le général Michel Aoun. Il l'a informé des mesures prises depuis samedi. Il a entre autres déclaré que le confinement est respecté « à 85 % », assurant que les forces de l'ordre « allaient continuer à vérifier la bonne application des mesures ». Les FSI ont d'ailleurs annoncé avoir dressé, au cours de ces cinq premiers jours de reconfinement, 14.125 procès-verbaux.

Du côté de la formation du gouvernement, toujours rien de nouveau ! Les responsables politiques s'obstinent à ne pas faciliter la formation d'un gouvernement de ministres spécialistes et indépendants et continuent à exiger le partage du pouvoir. Ils ont finalement peur de céder leurs places à des hommes qualifiés, intègres et

transparents qui vont les juger pour leur corruption. La médiocrité de la classe politique reprend le dessus. Mais jusqu'à quand ?

Ce blocage se répercute d'ailleurs sur la situation économique et fait pression sur la Livre libanaise qui reprend sa chute. Le dollar est remonté cet après-midi au-dessus du seuil des 8.000 L.L.

Cette hypocrisie de nos hommes politiques, « brigands de la route », me renvoie à ce que je lisais dans l'encyclique de Sa Sainteté le Pape François « Tous frères » signée à Assise le 3 octobre 2020. En commentant la parabole du Bon Samaritain, le pape François écrit, comme s'il s'adressait au Libanais :

« Chaque jour, nous sommes confrontés au choix d'être de bons samaritains ou des voyageurs indifférents qui passent outre » (N° 69).

« Les “brigands de la route” ont souvent comme alliés secrets ceux qui “passent outre en regardant de l'autre côté”. Le cercle est fermé entre ceux qui utilisent et trompent la société pour la dépouiller et ceux qui croient rester purs dans leur fonction importante, mais en même temps vivent de ce système et de ses ressources. C'est une triste hypocrisie que l'impunité du crime, de l'utilisation d'institutions à des fins personnelles ou corporatives et d'autres maux que nous n'arrivons pas à éliminer aillent de pair avec une disqualification permanente de tout, avec la suspicion constamment semée, source de méfiance et de perplexité ! L'imposture du “tout va mal” a pour réponse “personne ne peut y remédier”, “que puis-je faire ?”. On alimente ainsi la désillusion et le désespoir, ce qui n'encourage pas un esprit de solidarité et de générosité. Enfoncer un peuple dans le découragement, c'est boucler un cercle pervers parfait : c'est ainsi que procède la dictature invisible des vrais intérêts cachés qui s'emparent des ressources et de la capacité de juger et de penser » (N°75).

Vendredi 20 novembre 2020

La nouvelle de ce jour vient du monde financier :

Le cabinet international Alvarez & Marsal, que l'État a mandaté en septembre pour mener le volet juricomptable de l'audit de la Banque du Liban, a décidé de mettre fin au contrat signé avec le ministère des Finances ; et la raison avancée est qu'il n'a pas réussi à parvenir à obtenir les documents nécessaires réclamés à la Banque Centrale pour mener à bien sa mission. La BDL a refusé de fournir les documents demandés se réfugiant derrière le secret bancaire encore en vigueur au Liban.

Le ministre des Finances, Dr Ghazi Wazni, a référé la nouvelle au président de la République le général Michel Aoun qui a insisté au fait que « la résiliation du contrat nécessite forcément de prendre les mesures convenables dans l'intérêt du Liban ». Il faut dire que le président de la République lutte depuis longtemps pour réaliser cet audit juricomptable de la BDL. C'est aussi l'une des principales réformes réclamées par les pays qui soutiennent le Liban.

C'est encore un coup dur pour le Liban et le peuple libanais qui s'insurge depuis plus d'un an exigeant des réformes draconiennes pour assainir l'économie du Liban.

Quant au reconfinement, les cas de contaminations continuent de grimper vite. Le ministère de la Santé a enregistré hier jeudi 1909 cas avec 16 décès, et aujourd'hui 1709 cas avec 16 décès.

Samedi 21 novembre 2020

Veille de la fête de l'Indépendance du Liban, la 77^{ème}

20h00 : Le président de la République, le général Michel Aoun, s'adresse aux Libanais par un discours à la Nation diffusé en direct sur toutes les chaînes de télévision et les moyens de communication. Il résume la situation critique au Liban et clarifie sa position. Nous empruntons à l'Orient-Le Jour le texte français de son discours :

« Cette année nous célébrons le soixante-dix-septième anniversaire de l'Indépendance du Liban qui fut malheureusement jalonnée de crises et de difficultés impactant les moyens de subsistance de tous les Libanais, leurs économies ainsi que l'avenir de leurs enfants. Certains ont même payé le prix fort soit pour avoir perdu des êtres chers à la suite de la plus grande tragédie qui a touché le cœur de Beyrouth soit qu'ils aient été victimes d'un fléau qui continue à paralyser le monde entier ».

« Oui, notre situation actuelle n'est guère prometteuse, mais (cela) ne signifie ni l'accepter ni se laisser faire. Nous sommes un peuple qui a toujours résisté pour exister. Et je ne déroge pas à ma promesse de creuser les rochers, quelle que soit leur solidité, pour ouvrir la voie du salut à la patrie ».

« **Notre pays est aujourd'hui otage d'un système de corruption politique, financière et administrative**, sous le couvert de divers types de protections codifiées, sectaires, confessionnelles et sociales. À tel point que cette corruption est devenue une culture et une philosophie ayant même ses théoriciens qui la justifient et la défendent. **Notre pays est entre les mains d'une clique unie et solidaire** qui empêche toute accusation et poursuites, fournissant les prétextes et adaptations nécessaires pour contourner les lois et faire obstacle à leur mise en œuvre. **Notre pays est captif d'une économie rentière** qui a tué sa production en l'orientant vers l'emprunt et le plaçant en situation de dépendance pour subvenir à ses besoins, devenant ainsi l'otage de ses créanciers. **Notre pays est prisonnier d'un système judiciaire**, lui-même asservi par la politique et dominé par les personnes influentes. **Notre pays est otage de politiques obstructives et malveillantes** qui empêchent tout progrès et toute réalisation. **Notre pays est enfermé dans la haine et l'incitation diabolique** qui transforme ses fils en frères ennemis. **Notre patrie est captive de diktats et d'altercations internationales** ainsi que de calculs internes qui font de l'indépendance, de la souveraineté et de la démocratie des mots vides de sens ».

« Je le dis en toute clarté : Je ne reculerai pas ni ne m'écarterai de ma lutte contre la corruption enracinée dans nos institutions, bien que ce soit une bataille inégale face à un système interconnecté qui tient les rênes de la décision financière depuis des décennies ».

« Si nous voulons rétablir l'État, on ne peut pas se soustraire à la lutte contre la corruption. Et cela commence par une enquête financière et pénale suivie par l'adoption de projets de lois portant sur les réformes, la responsabilité et la régularité financière déjà présentés au Parlement ». « La résiliation du Cabinet Alvarez & Marsal du contrat signé avec l'Etat constitue un revers porté à la logique du rétablissement de l'État et à la transparence souhaitée. Le contrôle judiciaire et pénal est l'entrée en matière de toute réforme. Je n'abandonnerai pas le contrôle financier et pénal, quels que soient les obstacles, et je prendrai les mesures nécessaires pour qu'il puisse reprendre son cours ».

Commentant les négociations menées avec l'Etat d'Israël, le président Aoun dit : « Le Liban reste entièrement attaché à la souveraineté de ses frontières, espérant que les négociations (...) porteront leurs fruits. Notre pays pourra ainsi recouvrir tous ses droits et rectifier la Ligne bleue tout comme ses frontières terrestres telles qu'elles ont été tracées, fixées et reconnues par les conventions internationales ».

Et pour terminer, il lance la balle aux Libanais : « Je vous le dis en toute sincérité, la réforme et la création de l'État dépendent de votre volonté, alors exprimez-la ».

Que dire de ce long discours ???

Dimanche 22 novembre 2020

Dimanche de l'Annonciation selon notre liturgie et fête de l'Indépendance du Liban.

10h00 : A Bkerké, Sa Béatitude le Patriarche Raï commente les deux fêtes de la journée.

« Je suis la servante du Seigneur. Marie s'est déclarée servante du Fils de Dieu qu'elle enfantera par l'Esprit-Saint et la puissance du Très Haut. Ah, si chaque responsable pouvait dire la même chose du poste où il est !

Marie nous apprend que la responsabilité est un service honorable des autres et non de soi-même. (...)

Dans l'événement de l'Annonciation, on découvre un dialogue entre Dieu et l'homme. Un dialogue type basé sur l'écoute, la prière et la méditation. (...)

Le Liban célèbre aujourd'hui le 77^e anniversaire de l'Indépendance après vingt-trois ans de mandat français et l'établissement de l'Etat civil qui sépare la religion de l'Etat qui à son tour respecte l'égalité entre les chrétiens et les musulmans. L'Indépendance du Liban ne signifie pas seulement la fin du Mandat français, mais aussi la sortie du pays de la politique des axes à l'espace de la neutralité. L'expérience de l'Indépendance a montré que, chaque fois que le Liban s'est conformé à la neutralité, il a connu une période de croissance et son économie s'est épanouie ; et chaque fois qu'il s'est aligné à l'un ou l'autre axe, son indépendance et son économie s'en sont ressenties. Et c'est le cas actuellement où le pays connaît la ruine nationale, politique, économique et sécuritaire.

Même si la fête de l'Indépendance advient à un moment critique, nous comptons toujours sur des citoyens de bonne volonté qui oeuvreront à la reprise de la décision indépendante de l'Etat, à la reconstruction d'un Etat doté d'une unique armée, une unique nationalité, une unique allégeance. Un Etat qui a des frontières hermétiques, une souveraineté sans atteinte, une légitimité libre, une Constitution respectée et un gouvernement d'exception et de salut capable de relever le pays et de regagner la confiance de l'intérieur et de la communauté internationale.

Les Libanais attendent avec impatience un nouveau gouvernement qui libérera le pays. Tout le monde sait que les obstacles à la formation du cabinet sont liés à un retour à la politique du partage du gâteau et des portefeuilles entre les différentes formations politiques et à la question du tiers de blocage.

Ces pratiques et la politique du renforcement d'une partie et la marginalisation d'autres a renforcé la corruption, l'accaparement et le gaspillage des fonds publics et elles ont mené le pays à la faillite et l'effondrement. Ceux qui entravent la mise sur pied du cabinet ne savent-ils pas que le Produit intérieur brut (PIB) s'est

écroulé cette année de 54 à 25 milliards de dollars et que nous avons perdu une année complète pour appliquer les réformes ? Si le futur cabinet est formé à l'image des précédents, à Dieu ne plaise, cela provoquera la ruine totale du pays. Ce qui est bizarre, c'est qu'ils refusent les conseils et les remarques et qu'ils agissent en violant la Constitution qui stipule que les communautés doivent être représentées de manière équitable au sein du pouvoir exécutif, et non les forces politiques et les blocs parlementaires.

Que dire enfin des victimes et des sinistrés de l'explosion du port de Beyrouth et du silence total sur l'instruction judiciaire ? Pourquoi tous les responsables, peu importe leur importance, ne sont pas interrogés sur cette affaire ? Un tel crime ne peut excepter personne. Nous le répétons : l'heure de la Justice libre et courageuse est venue ! ».

Le Patriarche Raï, 77^{ème} dans la liste des Patriarches maronites depuis Saint Jean-Maroun (685), s'en est pris durement aux responsables politiques du Liban à l'occasion du 77^{ème} anniversaire de son Indépendance ! Mais ils s'obstinent à tendre la sourde oreille ! Ils ont intérêt à ce que rien ne change ; sinon ils seront écartés et seront jugés par le peuple. Mais cela ne saura tarder. L'heure de la Justice libre et courageuse ne devra plus tarder et le peuple est sur le point d'éclater et de réclamer des comptes.

Ma méditation de ce dimanche porte sur les deux fêtes :

L'Ange Gabriel salue Marie « Réjouis-toi comblée de grâce ; le Seigneur est avec toi ; sois sans crainte », et lui annonce la Bonne nouvelle qu'elle « enfantera un fils et lui donnera le nom de Jésus. Il sera grand et sera appelé fils du Très Haut, Fils de Dieu ». « Marie dit alors : Je suis la servante du Seigneur. qu'il m'advienne selon ta parole ». Elle ne savait pas encore ce qui l'attendait dans cette aventure de l'Amour divin à laquelle elle a dit oui. Elle va le savoir bientôt lorsque le vieux Syméon lui dira au temple : « Il (Jésus) est là pour la chute ou le relèvement de beaucoup en Israël et pour être un signe contesté. Toi-même un glaive te transpercera l'âme ». Elle sera témoin de la mort et de la résurrection de son Fils Jésus.

En ce jour de Marie et de l'Indépendance de notre patrie, l'Ange du Seigneur nous annonce une bonne nouvelle : le relèvement du Liban ! Soyez sans crainte, nous dit-il ; votre Liban renaîtra mais non sans avoir passé par les souffrances, la crucifixion et la mort. Oui, la mort d'un Liban effondré et ruiné à cause de sa classe politique corrompue !

+ Père Mounir Khairallah
Evêque de Batroun